

# Quoi de neuf Outre-Rhin ?

Une sélection de  
l'actualité allemande

Du 21 au 27 mai 2026

**Le ministre allemand de la Défense, Boris Pistorius, se rend au Canada pour soutenir la conclusion d'un important contrat de sous-marins entre l'entreprise allemande TKMS et le gouvernement canadien.** Le projet porte sur la construction de douze sous-marins de type 212 CD, pour une valeur estimée à 37 milliards d'euros. L'Allemagne et la Norvège souhaitent convaincre le Canada d'acheter ce modèle afin de renforcer la coopération militaire au sein de l'OTAN et d'harmoniser les systèmes d'armement entre alliés. Cette démarche intervient dans un contexte de tensions croissantes et de doutes quant à la fiabilité des États-Unis. Cependant, l'Allemagne fait face à la concurrence de la Corée du Sud, qui promet une production plus rapide et moins coûteuse. Le voyage de Pistorius devait initialement se poursuivre aux États-Unis, mais cette étape a été annulée, faute de rendez-vous avec des responsables américains de premier plan. Selon Boris Pistorius, les contraintes d'agenda à Washington, liées à la suspension des travaux du Congrès, n'ont pas permis d'organiser ces échanges.

**Le président ukrainien Volodymyr Zelensky a rejeté la proposition du chancelier allemand Friedrich Merz visant à accorder à l'Ukraine un statut d'« État associé » à l'Union européenne avant une éventuelle adhésion complète.** Selon Merz, ce statut intermédiaire permettrait de rapprocher plus rapidement Kiev de l'UE, alors qu'une adhésion pleine et entière reste, à ses yeux, hors de portée à court terme. Dans une lettre adressée aux dirigeants européens, Zelensky a estimé qu'il serait « injuste » que l'Ukraine soit présente dans l'Union sans disposer d'une voix à part entière. Il appelle l'UE à accélérer le processus d'élargissement et refuse que son pays reste dans une forme de salle d'attente institutionnelle et insiste sur le fait que l'Ukraine doit obtenir une place pleine et entière, sur un pied d'égalité avec les autres États membres.

**Jens Spahn, chef du groupe parlementaire de la CDU/CSU, propose de réduire de 5 % l'ensemble des subventions publiques grâce à la méthode dite de la « tondeuse à gazon » (« Rasenmäher »), c'est-à-dire des coupes budgétaires générales sans exception.** Cette idée n'est pas nouvelle : en 2003, Peer Steinbrück (SPD, ministre-président de Rhénanie-du-Nord-Westphalie à l'époque, puis ministre fédéral des Finances à partir de 2005) et Roland Koch (CDU, ministre-président de la Hesse de 1999 à 2010) avaient déjà défendu une stratégie similaire. À l'époque, leur plan prévoyait des réductions annuelles de 4 % pendant trois ans afin d'économiser jusqu'à 10,5 milliards d'euros par an. Une fois devenu ministre des Finances, Steinbrück avait appliqué cette méthode, estimant qu'il fallait toucher de nombreux secteurs à la fois pour contourner les résistances politiques et les groupes de pression. Bien que le plan n'ait été appliqué que partiellement (plusieurs mesures avaient été édulcorées ou abandonnées au cours des négociations politiques), il avait néanmoins permis de réaliser 8,5 milliards d'euros d'économies et servi de cadre à des réformes de réduction des dépenses publiques. Aujourd'hui, le débat refait surface alors que les subventions publiques s'élèvent à environ 285 milliards d'euros. Le chancelier Friedrich Merz, en revanche, reste sceptique. Selon lui, une réduction uniforme des subventions impliquerait de modifier des centaines de lois et pourrait affecter des postes sensibles comme les retraites ou l'assurance maladie. Il a comparé cette méthode à une « opération à cœur ouvert » du budget fédéral.

**La ministre allemande de l'Économie, Katherina Reiche, effectue une visite officielle de trois jours en Chine, visant à renforcer les relations économiques entre Berlin et Pékin, mais aussi à réclamer des conditions de concurrence plus équitables pour les entreprises allemandes.** Dès le début de son déplacement, elle a insisté sur le principe de « réciprocité » : selon elle, les entreprises allemandes et chinoises doivent bénéficier de conditions de marché comparables, transparentes et équilibrées. Elle a souligné que la concurrence était positive, mais qu'elle devait être encadrée de manière à être bénéfique pour les deux parties. À Pékin, les discussions ont notamment porté sur l'accès au marché chinois, les chaînes d'approvisionnement et l'approvisionnement en matières premières stratégiques, comme les terres rares. La ministre est accompagnée de dirigeants de grandes entreprises allemandes, comme BASF et ThyssenKrupp. La Chine est aujourd'hui le premier partenaire commercial de l'Allemagne. Les échanges dépassent 250 milliards d'euros par an, mais ils sont déséquilibrés : les importations chinoises augmentent fortement, tandis que les exportations allemandes reculent.

**Les personnes sans enfant pourraient prochainement devoir verser des cotisations plus élevées à l'assurance dépendance en Allemagne.** La ministre allemande de la Santé, Nina Warke (CDU), envisagerait, dans le cadre d'une réforme, d'augmenter de 0,1 % le supplément de cotisation appliqué aux personnes sans enfant, pour atteindre 0,7 %. Concrètement, les assurés sans enfant paieraient à l'avenir un taux global de cotisation de 4,3 % à partir de 23 ans. Les taux resteraient inchangés pour les personnes avec enfant, tout comme pour la part prise en charge par l'employeur. Le gouvernement espère ainsi améliorer la situation financière fragile de l'assurance dépendance, dont le déficit devrait atteindre environ 22,5 milliards d'euros sur les deux prochaines années. Cependant, de nombreuses critiques s'élèvent déjà du côté des associations sociales. Le Sozialverband Deutschland (SoVD) souligne le risque d'injustice, notamment pour les personnes qui n'ont pas d'enfant contre leur volonté. L'opposition politique (Les Verts et la gauche) parle d'ajustements superficiels qui ne traitent pas les problèmes structurels du système de soins. En revanche, des voix favorables se font entendre au sein de la coalition gouvernementale (côté SPD et CSU), qui estiment qu'il est légitime de discuter d'une contribution plus élevée pour les personnes sans enfant, avançant que les personnes ayant des enfants contribuent déjà indirectement au renouvellement générationnel qui soutient le système de protection sociale.

## PARLEMENT, PARTIS & PERSONNES



En réaction aux récents bombardements russes contre l'Ukraine et aux menaces visant des diplomates étrangers, le gouvernement allemand a convoqué l'ambassadeur de Russie à Berlin, **Sergeï Netschajev**, au ministère des Affaires étrangères. Berlin condamne les attaques russes visant des infrastructures civiles en Ukraine, notamment des hôpitaux, des écoles et des installations médiatiques étrangères à Kiev, comme un studio de la chaîne publique ARD. Les autorités allemandes dénoncent également les appels lancés par la Russie aux diplomates étrangers leur demandant de quitter la capitale ukrainienne en prévision de nouvelles frappes. Le gouvernement fédéral a affirmé qu'il ne se laisserait pas intimider par ces menaces et qu'il continuerait à soutenir « fortement » l'Ukraine. Selon Berlin, la Russie adopte une stratégie d'escalade et de pression visant à déstabiliser davantage la situation. L'Union européenne a également réagi en convoquant un représentant russe à Bruxelles, qualifiant ces menaces d'« escalade inacceptable ». Malgré ces tensions, les représentations diplomatiques occidentales restent présentes à Kiev, tandis que les appels internationaux à la désescalade se multiplient.

## LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

77

Le 23 mai dernier, **la Grundgesetz (Loi fondamentale) a fêté ses 77 ans**, marquant ainsi l'anniversaire de son adoption le 23 mai 1949, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. À cette époque, l'Allemagne est occupée et divisée en zones sous le contrôle des Alliés (États-Unis, Royaume-Uni, France et URSS). Dans un contexte de tension croissante entre l'Est et l'Ouest, les puissances occidentales encouragent alors la création d'un État démocratique à l'ouest du pays. Un conseil parlementaire se réunit à Bonn en 1948 sous la direction de Konrad Adenauer. Il élabore alors un texte fondamental qui deviendra la Loi fondamentale. Le terme « Grundgesetz » a été choisi volontairement pour souligner son caractère provisoire, dans l'attente d'une éventuelle réunification de l'Allemagne. Ce texte garantit des droits fondamentaux, notamment la dignité humaine, et organise un État démocratique fondé sur la séparation des pouvoirs et le fédéralisme. Après la réunification de 1990, il est devenu la constitution de toute l'Allemagne. Protégé par une « clause d'éternité », il constitue aujourd'hui la base stable de la démocratie allemande.

